

ressources de la défense; que le Canada serait entraîné dans la stratégie maritime très controversée de la Marine américaine, stratégie qui vise à menacer dans leurs eaux territoriales les sous-marins soviétiques équipés de missiles; et que le Canada entraverait ses propres efforts pour prévenir la prolifération des armes nucléaires, en créant un fâcheux précédent en tant qu'État non nucléaire qui acquerrait une technologie nucléaire à des fins militaires. Toutefois, le gouvernement a fait valoir que la propulsion nucléaire augmentait à ce point la capacité des sous-marins qu'ils en devenaient plus rentables dans l'accomplissement du rôle traditionnel incombant à la Marine, à savoir la lutte anti-sous-marine. Il a ajouté qu'il s'établirait ainsi un meilleur équilibre au sein de la flotte entre les navires de surface et les submersibles.

Les arguments que l'on se plaît à invoquer dans le Livre blanc à propos des intentions et des capacités soviétiques pour justifier de telles dépenses sont également discutables. À tout le moins, il conviendrait de réévaluer ces intentions. Le Livre blanc prévoit l'exécution d'un examen annuel de la politique de défense, dont on présenterait les résultats au Cabinet en même temps que la demande de crédits. Il serait souhaitable et utile de joindre à un tel examen annuel de la défense une analyse de la conjoncture politique internationale et des incidences du programme de dotation financière de la défense sur la politique étrangère du Canada.

Pareille analyse pourrait revêtir un caractère d'autant plus important que les sommes réclamées dans le Livre blanc sur la défense (dont certains estiment qu'elles supposeraient une augmentation réelle du budget annuel de la défense de quatre à cinq pour cent pendant quinze ans) ne seront sans doute pas allouées intégralement. Si tel est le cas, il faudra apporter des ajustements importants au Livre blanc dans les années à venir.